

LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE Brésil

Une publication du SER de Brasília
N° 84 – Semaines du 20 janvier 2025 au 14 février 2025

Sommaire

Focus | Le Brésil prévoit de mobiliser les BRICS pour assurer le succès de la COP30 sur le sujet conflictuel des financements climatiques

Amazonie & Biomes

- Le Président Lula annonce que Petrobras **sera autorisé à lancer un projet d'exploration pétrolière** dans l'embouchure de l'Amazone.

Eau, Assainissement, Déchets

- **8 Md BRL (1,3 Md EUR) d'investissements** attendus pour la production de biogaz et biométhane issue de décharges

Energie

- Le développement du secteur gazier aval devrait générer **140 Md BRL (23 Md EUR) d'investissements** sur les dix ans à venir
- Petrobras a **réduit ses importations** de carburant et **augmenté ses réserves de pétrole et de gaz de 5%** en 2024

Infrastructures & Transports

- Les autorités publiques brésiliennes avancent en faveur de la **décarbonisation du secteur maritime et portuaire**
- Le **Ministère des Ports et des Aéroports** et l'**Association Internationale des Villes Portuaires (AIVP)** signent un **accord de coopération**
- Embraer signe le **plus grand contrat de son histoire** et annonce un **investissement majeur pour 2030**
- Embraer obtient un financement de **2,1 Md BRL (350 M EUR)** de la BNDES pour l'export de **16 jets régionaux E-175** aux États-Unis

Suivi des alertes de déforestation

FOCUS

Le Brésil prévoit de mobiliser les BRICS pour assurer le succès de la COP30 sur le sujet conflictuel des financements climatiques

Nommé le 21 janvier par le Président Lula pour assumer la présidence de la COP30¹, le diplomate André Corrêa do Lago², ancien négociateur en chef du Brésil sur les questions climatiques, affiche des ambitions élevées pour ce sommet international envisagé comme une opportunité de **redonner un souffle à l'action multilatérale** pour le climat et de **renforcer l'influence brésilienne** sur la scène internationale.

Le Brésil face au défi de l'atteinte des 1 300 Md USD pour la finance climatique

Le Brésil entend remettre la question des financements climatiques au centre des négociations de la COP30 après l'échec des négociations de la COP29 de Bakou à ce sujet. La 29^e Conférence des Parties qui s'est déroulée fin 2024 a en effet abouti à un **engagement de 300 Md USD** pour la finance climatique d'ici à 2035, loin des **1 300 Md USD** initialement attendus. **Le rehaussement de cette ambition et l'atteinte de cette cible constituera un enjeu clé des négociations** à Belém, où le Brésil entend défendre une vision transversale de la notion de « financement climatique » qui ne devra pas se limiter à des fonds dédiés, mais constituer une part « naturelle » de l'ensemble des investissements et flux financiers au sein de l'économie.

Pour tenter de **dépasser les blocages** liés aux questions de financements climatiques, qui ont opposé les pays du « Sud global » à ceux du « Nord » lors de la précédente COP, le Brésil compte mobiliser en amont du sommet. L'ambassadeur Corrêa do Lago a ainsi annoncé travailler étroitement avec le Ministère des finances et la Banque Centrale du Brésil et projette de créer un **conseil d'économistes** brésiliens et étrangers, sans plus de précisions à date sur sa composition et son rôle exact.

Le Brésil mise sur les BRICS pour atteindre ses objectifs

Le Brésil doit par ailleurs composer avec la sortie des Etats-Unis de l'Accord de Paris, qui risque de fragiliser le niveau d'ambition de la COP30 en limitant la hauteur des engagements pris et en envoyant un signal de démobilisation. Dans ce contexte, le Brésil fait de la mobilisation des BRICS³ un élément clef de sa stratégie pour s'assurer du succès du sommet. A eux seuls, **les pays membres des BRICS sont responsables d'environ 50% des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) et représentent 36% du PIB mondial**. Le prochain sommet des BRICS aura lieu au mois de juillet et le Brésil, qui en assume la présidence cette année, souhaite profiter de cette échéance pour mettre sur la table le sujet des mécanismes de financement climatique afin de proposer un éventail de solutions à la COP30 et de compter sur la cohésion du groupe dans les négociations.

¹ 30^e Conférence des Nations Unies sur le Changement Climatique, qui aura lieu en novembre 2025 à Belém

² Corrêa do Lago été directeur de la Direction de l'Énergie (2008-2011) et de la Direction de l'Environnement (2011-2013) du Ministère des relations extérieures, période durant laquelle il a été le négociateur en chef du Brésil pour le changement climatique (2011-2013) et pour la conférence Rio+20 (2011-2012). Il a été ambassadeur au Japon (2013-2018), en Inde (2018-2023) et, simultanément, au Bhoutan (2019-2023). Depuis mars 2023, il est le secrétaire au Climat, à l'Énergie et à l'Environnement au sein du ministère des Relations extérieures.

³ Cet acronyme désigne à l'origine un groupe de cinq grandes économies émergentes : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud. En janvier 2024, cinq nouveaux pays ont rejoint le groupe (Arabie Saoudite, Egypte, Emirats Arabes Unis, Ethiopie, Iran). Enfin, l'Indonésie a officiellement rejoint le groupe en janvier 2025.

Enfin, le Brésil entend utiliser la COP pour mettre en avant **ses priorités**. Le Président Lula a d'ores et déjà annoncé qu'il souhaite que la **participation de la société civile** et les questions de **justice climatique** occupent une place centrale lors de cette COP. La **protection des forêts** fera également partie des principaux enjeux mis en avant, avec la promotion du fonds pour la conservation des forêts (**Tropical Forest Finance Facility** ou TFFF)⁴ dans l'objectif d'atteindre la somme de **125 Md USD** de contributions financières internationales. Les questions relatives à **l'agriculture** et à **l'intelligence artificielle** font également partie des sujets prioritaires pour les Brésiliens.

Si la mise à l'agenda de ces thèmes est encore en cours de discussion, la vision du Brésil sur cette COP est claire : la COP30 devra constituer un « **tournant** »⁵ qui permette (i) de donner un **nouveau souffle** à la lutte contre le changement climatique et (ii) **d'apporter des solutions concrètes** et pragmatiques à ce défi.

Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#).

⁴ Le Tropical Forest Finance Facility (TFFF), présenté par le Brésil lors de la COP28 à Dubaï, est un fonds destiné à récompenser les pays en développement qui préservent leurs forêts tropicales. L'initiative prévoit d'allouer des capitaux à des actifs verts et d'utiliser les rendements pour maintenir les forêts intactes. Le fonds rémunérera les pays bénéficiaires pour chaque hectare de végétation préservé et appliquera des pénalités pour chaque hectare déforesté ou dégradé.

⁵ En Portugais, le gouvernement parle de « COP da virada » (COP du tournant, traduction littérale)

Amazonie & Biomes

Le Président Lula annonce que Petrobras sera autorisé à lancer un projet d'exploration pétrolière dans l'embouchure de l'Amazone.

Après plus de deux ans de discussions au sein du gouvernement fédéral concernant **une demande d'exploration pétrolière de l'entreprise Petrobras à l'embouchure du fleuve Amazone**, et plus de 10 ans après l'ouverture de concessions dans cette zone,⁶ le Président Lula a indiqué qu'une réponse positive au projet de forage de Petrobras sera apportée prochainement.

Petrobras souhaite en effet réaliser des forages afin d'évaluer la possibilité de production de pétrole dans la zone dite de « marge équatoriale », qui s'étend sur **350 000 km² à 500 km de l'embouchure de l'Amazone**. Selon les estimations, ces forages permettraient la production de **10 à 30 milliards de barils** : une quantité très élevée en comparaison avec les 15,9 milliards de barils constituant les réserves prouvées du pays en 2023⁷. Le gouvernement estimerait par ailleurs que la production de pétrole dans la région pourrait permettre d'engranger des **bénéfices à hauteur de 1 Md USD (580 Md BRL)**.

Un projet de forage a été soumis par Petrobras en 2023 à l'Institut Brésilien de l'Environnement et des Ressources Naturelles Renouvelables (IBAMA), qui a la responsabilité de délivrer les permis d'exploration nécessaires à l'exploitation. **La réponse de l'IBAMA en 2023 avait été négative**, du fait d'« **incohérences préoccupantes dans le plan de sécurité de la nouvelle frontière d'exploitation à haute vulnérabilité socio-environnementale** ». L'agence avait alors exigé que l'entreprise renforce son plan de contingence et réalise une étude approfondie de l'écosystème du bassin amazonien concerné, qui abrite une biodiversité particulièrement riche.

Les organisations environnementales sont opposées au projet pour les risques qu'il fait peser sur la biodiversité et les peuples indigènes de la région, mais également car il participerait d'une augmentation globale des émissions de gaz à effet de serre allant à l'encontre des objectifs de réduction d'émissions du Brésil.

Début février, le Président Lula a affirmé au président du Sénat – favorable au projet – que l'interdiction d'exploration dans cette zone sera levée prochainement. Il a notamment invoqué la nécessité pour le Brésil d'explorer la marge équatoriale car le pétrole « existera pendant encore très longtemps » et représente une opportunité pour pouvoir **prendre en charge les coûts de la transition énergétique**.

Cette prise de position intervient alors que le Ministre des Mines et de l'Energie souhaite acter la mise en route de ce projet le plus tôt possible avant **l'accueil de la COP30** par le Brésil. Le pays, qui a présenté ses nouveaux objectifs de réduction de gaz à effet de serre en marge de la COP29, souhaite se présenter en leader mondial de la diplomatie climatique et environnementale. Or, ce nouveau projet de forage dans le bassin amazonien pourrait entacher la crédibilité du Brésil en marge de la COP30, où la question de la **préservation de l'Amazonie** occupera justement une place centrale. (Articles [ici](#) et [ici](#))

⁶ La confirmation de l'existence de grandes réserves pétrolières au large du plateau des Guyanes a alimenté un grand intérêt des compagnies pétrolières pour l'exploration de la côte nord brésilienne (**Marge Equatoriale**). En 2013, sous la présidence Rousseff, 71 parcelles offshore au large des 6 Etats de cette « *marge équatoriale* » longue de 2 200 km ont été proposées en concession par l'agence nationale du pétrole. L'agence a proposé 218 parcelles supplémentaires en concession en 2022 sous la présidence Bolsonaro.

⁷ Les réserves prouvées de pétrole renvoient au volume de pétrole récupérable dans les champs de pétrole découverts sur la base des contraintes techniques et écologiques actuelles.

Eau, Assainissement, Déchets

8 Md BRL (1,3 Md EUR) d'investissements attendus pour la production de biogaz et biométhane issue de décharges

L'association brésilienne des déchets et de l'environnement (Abrema) estime qu'une récente décision du Tribunal Fédéral, qui modifie les règles relatives aux décharges situées dans des aires protégées, pourrait attirer jusqu'à **8 Md BRL (1,3 Md EUR) d'investissements dans la production de biogaz et biométhane d'ici 2029**. Ces investissements concerneraient principalement des sites dans les régions Nord-Est et Sud-Est du pays. Les entreprises Vital, Orizon et Marquise seraient à l'origine de la majorité de ces investissements.

Le Tribunal Suprême Fédéral est récemment revenu sur sa décision de 2018 qui déclarait inconstitutionnelle la présence de décharges dans des aires protégées. L'instance a finalement approuvé fin octobre 2024 **l'exploitation de décharges déjà installées, en cours d'installation ou en cours d'agrandissement dans ces zones** suite à une saisine de l'avocat général de l'Union.

Cette décision s'inscrit dans continuité de la **Loi pour le carburant du futur**, approuvée par le gouvernement fédéral le 8 octobre 2024, laquelle prévoit la mise en œuvre d'un **Programme national de décarbonisation pour les producteurs et importateurs de gaz naturel** ainsi qu'une incitation à la production de biométhane, alors que le Brésil est d'ores et déjà **5^{ème} plus grand producteur mondial de bioénergies**. (Article [ici](#))

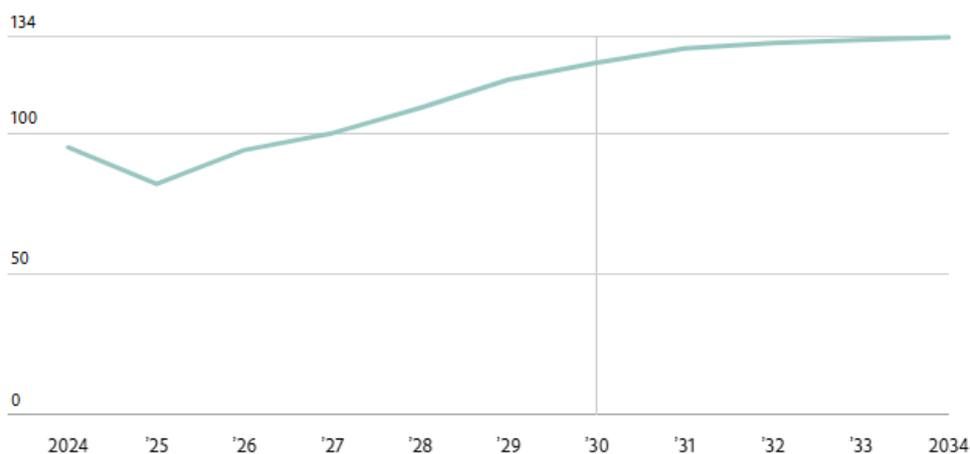
Energie

Le développement du secteur gazier aval devrait générer 140 Md BRL (3 Md EUR) d'investissements sur les dix ans à venir

Le développement d'infrastructures pour l'exploitation du gaz au Brésil devrait requérir des investissements à hauteur de **140 Md BRL (23,5 Md EUR)** au cours de la prochaine décennie. Cinq grands groupes brésiliens se positionnent sur le secteur : **Eneva** (dont la banque BTG Pactual est le principal actionnaire), **Âmbar** (branche énergie du conglomérat J&F), **Cosan** (groupe de Rubens Ometto), **Compass et Commit** (groupe Energisa, de la famille Botelho) et **Termogás** (de l'entrepreneur Carlos Suarez). À elles seules, ces quatre entreprises ont déjà investi environ **35 Md BRL (5,9 Md EUR)** au cours des dix dernières années et se disputent des concessions publiques stratégiques.

L'État de Rio de Janeiro domine le marché national, avec **74%** de la production de gaz naturel, représentant une moyenne de **113 M de mètres cubes (m³)** produits par jour en 2024, soit une hausse de **6% par rapport à l'année précédente**. Ce résultat contribue à la **légère croissance nationale de la production (+1%)**, qui atteint désormais une moyenne de **151 M de m³ par jour**. Les réserves de gaz naturel ont augmenté de **46 % en 2023**, principalement grâce aux gisements situés dans les eaux de Rio de Janeiro, qui concentrent désormais **72% des réserves nationales** (372 Md de m³ sur 517 Md à l'échelle du Brésil).

Selon une étude de la Fédération des industries de l'État de Rio de Janeiro (Firjan), les investissements dans la chaîne de valeur du gaz devraient dépasser **150 Md BRL (25,1 Md EUR)** au cours de la prochaine décennie. Ces projets devraient générer plus de **60 000 emplois directs et indirects** et renforcer la position de Rio comme pôle stratégique pour l'industrie gazière nationale. (Articles [ici](#) et [ici](#)).



Petrobras a réduit ses importations de carburant et augmenté ses réserves de pétrole et de gaz de 5% en 2024

En 2024, **Petrobras** a eu moins recours aux importations de carburants en raison d'une production locale accrue et d'une baisse des ventes. Les ventes de **diesel S-10⁹** ont représenté **64%** des ventes nationales, dépassant le record de **62%** atteint en 2023.

La production totale de pétrole et de gaz de l'entreprise a toutefois enregistré une baisse de **3,1%** par rapport à 2023, en raison d'un plus grand nombre d'arrêts de maintenance sur les plateformes. L'entreprise a exploité ses raffineries à **93% de leur capacité**, le taux d'utilisation le plus élevé depuis 2014. La production moyenne de carburants s'est élevée à **1,78 million de barils par jour**, soit une hausse de **0,6%** par rapport à l'année précédente.

Les réserves de pétrole et de gaz de Petrobras ont augmenté de 5%, atteignant **11,4 milliards de barils d'équivalent pétrole, dont 85 % de pétrole et 15 % de gaz naturel**, selon les critères de la SEC¹⁰. L'entreprise a réaffirmé l'importance de l'exploration de nouvelles zones pétrolières, notamment au sein de **la marge équatoriale**, où Petrobras attend la délivrance d'un permis d'exploration par l'IBAMA¹¹. La PDG de Petrobras, Magda Chambriard, a déclaré que l'entreprise investirait **111 Md USD (107,5 Md EUR)** au cours des cinq prochaines années. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Infrastructures & Transports

Les autorités publiques brésiliennes avancent en faveur de la décarbonisation du secteur maritime et portuaire

Dans une étude présentée le 5 février, l'Agence Nationale des Transports Maritimes et Fluviaux (ANTAQ) constate que **le total des émissions carbone du secteur du transport maritime et fluvial brésilien aurait diminué de 7,68% entre 2021 et 2023** en ce qui concerne le cabotage et le transport intérieur. Ce rapport constituerait par ailleurs le premier inventaire sectoriel des émissions de gaz à effet de serre pour le transport maritime et fluvial brésilien. Le secteur serait à l'origine de **2,99 M de tonnes d'émissions de carbone en 2021**, niveau d'émissions diminuant à hauteur de **2,76 M de tonnes en 2023** et ce, en dépit d'une hausse de **4,1%** des activités de cabotage et de **14,4%** du transport de charges

⁸ Demande totale maximum, qui inclut toutes les centrales thermiques existantes et prévues. Source : Folha de São Paulo

⁹ Le **diesel S10** est un type de diesel utilisé principalement au Brésil. Il se distingue par sa faible teneur en soufre, soit **10 parties par million (ppm)**, ce qui le rend plus propre que les versions précédentes comme le **diesel S500** (500 ppm) ou le **diesel S1800** (1 800 ppm).

¹⁰ Commission des Valeurs Mobilières des Etats-Unis, organisme fédéral américain de réglementation et de contrôle des marchés financiers

¹¹ Institut Brésilien de l'Environnement et des Ressources Naturelles, responsable de la délivrance de permis environnementaux

sur la même période. Cette baisse des émissions est notamment liée à une présence plus importante de carburants moins émetteurs dans le mix utilisé par les navires.

Cette nouvelle étude s'inscrit dans la continuité de la politique du Ministère des Ports et des Aéroports, qui a récemment acté le lancement d'un Pacte pour la soutenabilité décliné en engagements sectoriels. Les entreprises des secteurs portuaires et aéroportuaires auront jusqu'au 5 juillet pour définir des objectifs de développement durable volontaires et s'engager auprès du Ministère afin de recevoir une distinction (« selo verde »). Le Ministère a également annoncé la signature de plusieurs **MoU**, dont un avec la **Norvège pour la création d'un corridor maritime vert** et un avec **Singapour** destiné à favoriser l'innovation verte.

Le Ministre a rappelé qu'entre 2015 et 2022, **42 mises aux enchères d'infrastructures portuaires et aéroportuaires ont eu lieu pour un total de 6 Md BRL (980 M EUR) d'investissement, contre 60 mises aux enchères d'infrastructures portuaires et aéroportuaires pour un total de 20 Md BRL (3,2 Md EUR) d'investissements** depuis l'arrivée du Président Lula au pouvoir (début 2023), marquant une forte accélération du rythme des mises aux enchères.

21 mises aux enchères auront par ailleurs lieu en 2025, dont celle du canal de Paranaguá et celle du terminal Santos 10 en février avec pour objectif de doubler sa capacité de manutention de conteneurs. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Annexe: Evolution des émissions CO₂ du secteur fluvial et maritime publiée par l'ANTAQ (émissions exprimées en tonnes de CO₂ par an)



Le Ministère des Ports et des Aéroports et l'Association Internationale des Villes Portuaires (AIVP) signent un accord de coopération

Le 10 février, le ministre des Ports et Aéroports, Silvio Costa Filho, a signé **un accord de coopération avec l'Association Internationale des Villes Portuaires (AIVP)** en présence du Président de l'association et Maire du Havre, **Edouard Philippe**, et de l'Ambassadeur de France au Brésil, **Emmanuel Lenain**. Cet accord vise à renforcer la coopération dans le secteur maritime et portuaire par le biais d'échange de connaissances, d'investissements et de partenariats institutionnels.

A cette occasion, le ministre a souligné **l'augmentation des investissements français au Brésil**, citant l'exemple de CMA CGM, dont les **investissements s'élèvent à 2,5 Md EUR dans l'Etat de São Paulo**, avec le rachat récent d'un terminal au sein du port de Santos. Le ministre a également évoqué le **projet de concession de la voie fluviale du Rio Paraguai**, qui devrait augmenter ses capacités de transport de **25 à 30 millions de tonnes annuelles d'ici 2030**. Le port du Havre a été présenté comme un modèle d'efficacité logistique et de durabilité et Edouard Philippe a exprimé l'intérêt de la France à **développer une**

coopération plus étroite avec le Brésil sur les questions de gestion portuaire et de durabilité. (Article [ici](#)).

Embraer signe le plus grand contrat de son histoire et annonce un investissement majeur pour 2030

Le constructeur brésilien Embraer a annoncé, le mercredi 5 février 2025, qu'Embraer Executive Jets avait conclu un accord historique avec Flexjet pour la vente de jets d'affaires **Phenom 300E, Praetor 500 et Praetor 600**. Cet accord, d'une valeur estimée à **7 Md USD**, comprend une commande ferme de **182 avions**, assortie de 30 options, ainsi qu'un ensemble de services et de soutien.

Le partenariat entre Embraer et Flexjet remonte à 2003, lorsque **Flight Options**, une société intégrée au groupe Flexjet en 2015, est devenue la première entreprise de propriété partagée à introduire le jet Legacy Executive dans sa flotte.

Dans son communiqué, Embraer a souligné que Flexjet a été le premier client de flotte pour plusieurs de ses modèles emblématiques : le **Legacy Executive** en 2003, le **Phenom 300** en 2010, le **Legacy 450** en 2016 et les **Praetor 500 et 600** en 2019. Ce partenariat de longue date a également été marqué par des jalons importants, notamment la livraison du 100^e Phenom 300 en 2012 et du 1 000^e jet d'affaires d'Embraer, un Legacy 500, en 2016.

Par ailleurs, lors de la cérémonie « Mission 6 de la Nouvelle Industrie Brésil – Technologies d'intérêt pour la souveraineté nationale et la défense », qui s'est tenue le 12 février 2025 à Brasilia, Embraer a annoncé **un investissement de 20 Md BRL (3,3 Md EUR)** d'ici 2030.

Ces investissements s'inscrivent dans la continuité de la **stratégie de croissance de l'entreprise** pour les cinq prochaines années, qui vise à accroître la production d'avions, à renforcer sa présence sur les marchés internationaux et à développer des technologies durables afin de réduire l'empreinte carbone de l'aviation.

Parmi les initiatives phares figure le développement de **l'eVTOL**, un aéronef électrique à décollage et atterrissage vertical conçu par EVE, filiale du groupe Embraer, qui promet de révolutionner la mobilité aérienne urbaine.

Embraer obtient un financement de 2,1 Md BRL (350 M EUR) de la BNDES pour l'export de 16 jets régionaux E-175 aux États-Unis

La compagnie régionale américaine Republic Airways, qui exploite les marques American Eagle, Delta Connection et United Express, utilise exclusivement des appareils du constructeur brésilien : au moins **200 Embraer E-170 et E-175** sur des lignes régionales aux États-Unis et au Canada. Elle assure 900 vols par jour, reliant 80 villes.

Ce financement a été obtenu par l'intermédiaire de **BNDES Exim Post-Bankruptcy** et couvrira une partie de l'investissement total de la compagnie aérienne. Les avions seront livrés par Embraer au cours de l'année 2025 et Republic Airways s'est engagée à rembourser la BNDES en dollars.¹²

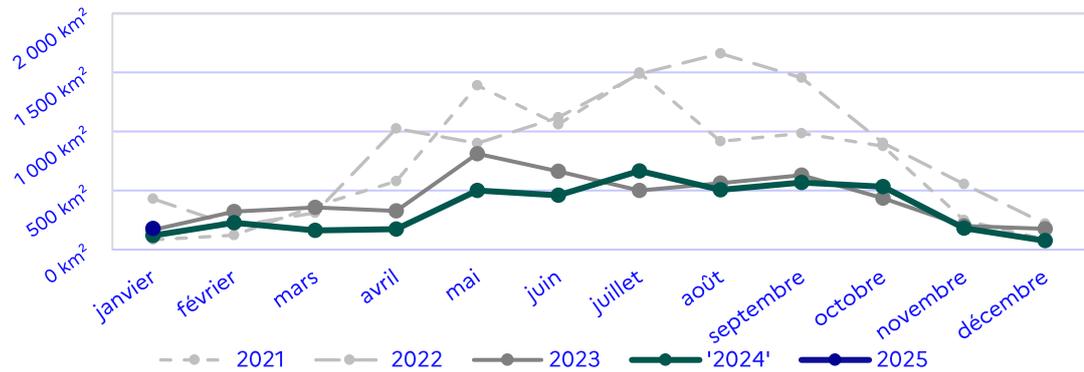
L'avionneur brésilien a récemment obtenu d'autres financements de la BNDES (Banque Nationale de Développement Economique et Social) pour l'exportation d'avions. En décembre 2024, la banque de développement a approuvé un financement de **1,1 Md BRL (183 M EUR)** pour l'exportation de huit jets à Azorra, une société américaine spécialisée dans le leasing d'avions.

Toujours en décembre, la BNDES a approuvé un prêt de **200 M BRL (33 M EUR)** pour Eve, une filiale d'Embraer qui développe des eVTOL, afin de construire les prochains prototypes du projet dans l'usine de l'entreprise à Taubaté (Etat de São Paulo).

Suivi des alertes de déforestation

Amazonie légale

Biomes de l'Amazônia (100%), du Pantanal (40%) et du Cerrado (37%)



2025

Période du 1^{er} janvier
au 7 février

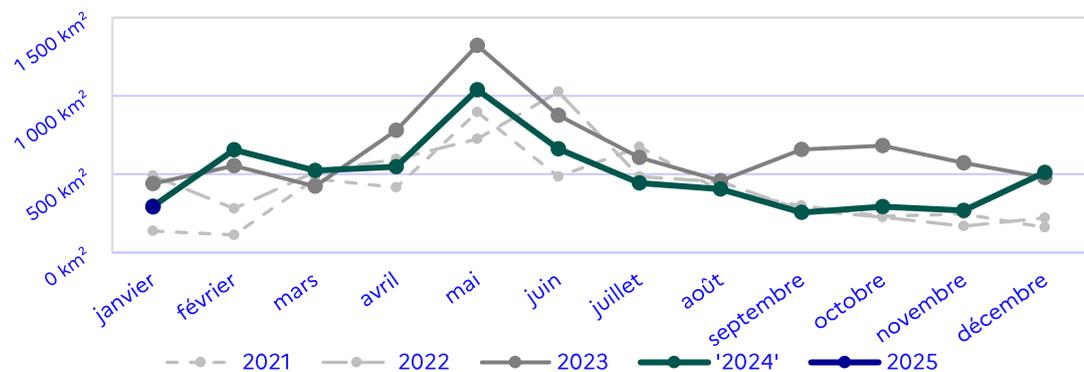
186,79 km²

+16% Par rapport à 2024

Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

Cerrado

Biome du Cerrado (100%)



2025

Période du 1^{er} janvier
au 7 février

414,34 km²

-11% Par rapport à 2024

Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Philippe GASSMANN, Chef du Service économique régional de Brasília
Rédaction : Nathalie LE PENNEC, Eric GRELLETY, Mathieu RATEAU

Abonnez-vous : nathalie.lepennec@dgtresor.gouv.fr